



Semaine du 12 au 18 janvier 2009 n° **242**

## Sommaire

- **Emploi** : les cadres ne se sentent pas à l'abri du chômage
- **Réforme de l'hôpital public** : Sarkozy verrouille le dossier et tarit les ressources
- **Hôpitaux publics** : les français majoritairement confiants
- **Hôpital de Champagne** : manifestation contre la fermeture de la chirurgie
- **Hôpital** : les syndicats de médecins appellent à participer à la journée du 29 janvier
- **Éducation nationale** : nouveau recul de Xavier Darcos
- **Enseignement professionnel** : Darcos doit aussi suspendre sa réforme
- **Zone euro** : taux de chômage en novembre au plus haut depuis fin 2006
- **Crise** : le secrétaire général de la CSI « pessimiste » sur l'impact social à court terme
- **Restructuration chez Vedior Randstat** : la crise à bon dos
- **Ministère du Travail** : les statisticiens en lutte bloquent les données sur les heures « sup »
- **Formation** : l'apprentissage attire de plus en plus, notamment dans le supérieur
- **Orientation scolaire** : trop grande dépendance aux résultats scolaires
- **États-Unis** : Boeing va supprimer 4 500 emplois
- **Espagne** : Ibéria porte plainte contre un syndicat de pilotes
- **Chine** : les enseignants du sud manifestent contre les bas salaires
- **Soirée-débat de l'Ugict-CGT** : échange avec Emmanuel Todd autour de son livre « Après la démocratie »

## Édito

**La crise, c'est eux,  
la solution, c'est nous...  
Tous !**

Ce n'est pas parce que nous avons fini l'année sur les réjouissances des progrès de la CGT aux prud'homales et dans des grandes élections professionnelles des services publics et de l'Éducation nationale, qu'il ne faut pas redoubler dans nos vœux pour cette nouvelle année. Bien au contraire, alors, le Bureau de l'Ugict-CGT, la rédaction de L@ Lettre vous adressent tous leurs vœux de succès dans votre travail ou dans votre recherche d'un travail, dans vos mobilisations pour vos revendications. Des vœux de paix parce que chaque fois qu'un enfant meurt à Gaza ou ailleurs, c'est l'humanité qui recule. Des vœux de santé, parce que plus que jamais nous avons besoin de l'hôpital public. Des vœux d'unité syndicale et de rassemblement, parce que nous vivons en ce moment une période inédite de ce point de vue. En effet, pour la première fois, les organisations syndicales CGT, CFTD, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, UNSA ont non seulement appelé à une journée unitaire nationale d'action pour le 29 janvier, mais aussi élaboré une plateforme de propositions et de revendications communes. C'est qu'en effet, la situation l'exige. Les salariés ne comprendraient pas qu'il en soit autrement alors qu'ils subissent de plein fouet les effets d'une crise dont ils ne sont pas responsables et que cette crise sert aujourd'hui à motiver l'injustifiable pour restructurer, comprimer la masse salariale et revenir sur tous les acquis. Cette crise « *menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité. Les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes* », affirment les syndicats français qui proposent cinq grands thèmes de revendications :



- 1- donner la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique ;
- 2- politiques salariales, amélioration du pouvoir d'achat, réduction des inégalités ;
- 3- orienter la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat par une relance par la consommation, une politique de développement de logement social, une protection sociale (santé, retraite...) dans un cadre collectif et solidaire, des investissements ciblés et la soumission des aides aux entreprises à des contreparties en matière d'emploi ;
- 4- préserver et améliorer les garanties collectives (notamment sur le temps de travail, le repos dominical) ;

5- régler la sphère financière internationale et imposer le respect des droits fondamentaux et sociaux et des normes internationales de l'OIT dans tous les échanges internationaux. Cette plateforme et l'unité affichée par les organisations ont d'ores et déjà permis la déclinaison d'appels à l'action dans plusieurs secteurs professionnels et territoriaux. Le 29 janvier, nous pourrions faire mentir Sarkozy qui faisait rire son auditoire en prétendant que désormais en France, quand il y a des grèves ça ne se voit plus.

## Emploi

### Les cadres ne se sentent pas à l'abri du chômage



Une majorité de cadres du privé (72 %) travaillent dans une entreprise où aucun licenciement n'est en cours ou prévu.

Seuls 27 % estiment être totalement à l'abri d'une perte d'emploi, selon un sondage Ifop publié lundi par le site Cadremploi.fr.

## Réforme de l'hôpital public

### Sarkozy, verrouille le dossier et tarit les ressources

A l'occasion de l'inauguration d'un nouvel établissement aux Hospices civils de Strasbourg, le chef de l'État a présenté ses vœux aux personnels de santé et défendu le projet de loi Hôpital, Patients, Santé, Territoires préparé par Roseline Bachelot pour être présenté en février. Des vœux avec des bons sentiments, mais surtout pas d'étrennes. Le chef de l'État a tenu à saluer « l'engagement exemplaire » des personnels de santé et à les assurer de la « solidarité de la nation », avant de leur expliquer que l'hôpital public ne souffrait pas d'un problème de moyens mais plutôt d'un déficit d'organisation. « Les drames récents sont exceptionnels et ne sauraient remettre en cause la confiance que la nation porte à l'hôpital et à ses personnels », a déclaré Nicolas Sarkozy.



« L'hôpital est une institution trop importante pour les Français pour qu'il soit le lieu de polémiques parfaitement déplacées », a-t-il lancé à ceux qui, syndicats ou opposition, ont accusé le manque de moyens d'être à l'origine de ces drames. « Entre 1998 et 2008, au travers des dépenses de l'Assurance maladie au profit des hôpitaux, le budget a augmenté de 50 %. C'est 23 milliards d'euros de plus pour l'hôpital au cours des dix dernières années », a-t-il lancé. Des chiffres contestés par des syndicats du secteur, qui ont demandé une modification du mode de financement du système de santé et des hôpitaux. La CGT Santé et Action sociale, premier syndicat des hôpitaux, relevant que les « exonérations de cotisations sociales » représentaient précisément en 2006... 23,6 milliards. « Je ne peux pas simplement dire plus d'argent, plus de personnels, plus de moyens », a plaidé le chef de l'État. « L'argent a été mis par la collectivité, mais est-ce qu'il est parfaitement utilisé, est-ce qu'on ne peut pas faire mieux ? », « Le défi de l'hôpital d'aujourd'hui, c'est que cet argent qui est nécessaire soit plus efficace parce que l'hôpital doit être mieux organisé », a-t-il poursuivi, en rendant responsable l'application « désastreuse » des 35 heures.

## Hôpitaux publics

### Les Français majoritairement confiants



Selon un sondage CSA pour le quotidien Le Parisien - Aujourd'hui en France daté de vendredi 9 janvier, une majorité de Français déclarent avoir confiance « d'une manière générale » dans le fonctionnement des hôpitaux publics (77 %) ainsi que des urgences (72 %) de ces établissements.

Ce sondage est publié, alors que le président Sarkozy présentait le jour même sa réforme Hôpital, Patients, Santé, Territoires qui entrera en débat parlementaire en février.

## Hôpital de Champagnole

### Manifestation contre la fermeture de la chirurgie

500 personnes ont manifesté mercredi devant l'hôpital de Champagnole (Jura) en marge du conseil d'administration (CA) de l'hôpital ayant pour ordre du jour la fermeture du service de chirurgie de la commune et son transfert à l'hôpital de Lons-le-Saunier, a indiqué la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité dans un communiqué. Le CA s'est prononcé à 14 voix contre le transfert du service de chirurgie, une pour, un nul et un blanc.

« Le Centre hospitalier de Champagnole est situé en moyenne montagne, l'hiver il y a donc un afflux de sportifs, c'est aberrant de fermer la chirurgie, de plus en hiver », s'indigne Marianne Rame, membre de la coordination et conseillère municipale communiste de Champagnole, qui participait au CA. « Quand il y a du verglas et de la neige, il faut près de 40 minutes pour faire le trajet de Champagnole à Lons-le-Saunier, et encore bien plus pour les communes plus éloignées », ajoute-t-elle.



## Hôpital

### Les syndicats de médecins appellent à participer à la journée du 29 janvier



Les quatre « intersyndicats » de médecins des hôpitaux ont appelé à participer à la journée de grèves et manifestations du 29 janvier, aux côtés des autres salariés. Mardi, la CMH et le Snam-HP, ont lancé leur appel dans un communiqué commun, après l'INPH et la CPH, deux organisations majoritaires chez les médecins hospitaliers. Cette journée pourrait coïncider ou précéder de peu l'examen parlementaire du projet de loi « *Hôpital, patients, santé, territoires* », de plus en plus contesté par les syndicats hospitaliers, surtout chez les salariés non médicaux (infirmiers, aides-soignants) les plus nombreux.

## Éducation nationale

### Nouveau recul de Xavier Darcos

La mobilisation des personnels de l'Éducation nationale, notamment contre la suppression de 3 000 postes dans les Réseaux d'Aide Spécialisée pour les Elèves en Difficultés, RASED, porte ses fruits. En effet, le ministre renonce en partie à son projet funeste et laisse 1 500 postes en RASED sur les 3 000 suppressions programmées dans le budget 2009. Dans un communiqué, la CGT Éduc'action se réjouit de ce deuxième recul qui intervient après le report juste avant les vacances de Noël de la réforme du lycée.

« Nous ne sommes pour autant pas dupes, il ne s'agit pas de restituer une partie des emplois supprimés mais de modifier la répartition des suppressions », indique la CGT Éduc'action qui encourage les personnels à poursuivre leur action de mobilisation, à continuer à signer la pétition unitaire pour le maintien de la totalité des postes de RASED. La CGT Éduc'action appelle les enseignants à « construire les conditions d'une grève d'ampleur le 29 janvier pour imposer d'autres choix éducatifs. »



## Enseignement professionnel

### Darcos doit aussi suspendre sa réforme



Les organisations syndicales CGT Educ'action, SNUEP, SNEP et SNETAP-FSU, SNLC-FO, SNALC-FGAF, SNCL-FAEN, SUD Éducation, se sont adressés au Ministre de l'Éducation pour lui demander de suspendre immédiatement la réforme de l'enseignement professionnel.

Elles réaffirment « leur opposition totale à la suppression des sections de BEP et à la généralisation du Baccalauréat professionnel en 3 ans.

Les différents arrêtés et décrets soumis à l'avis du Conseil Supérieur de l'Éducation ont été majoritairement rejetés.

Le Ministre de l'Éducation doit donc renoncer à leur publication ainsi qu'aux

suppressions de postes, donc en suspendre la publication et ouvrir de véritables négociations. Les élections professionnelles de décembre ont montré l'opposition des personnels à cette réforme et elles ont conforté les organisations syndicales qui la combattent. »

Ces organisations ont décidé de solliciter, ensemble, une rencontre, dans des délais rapides, avec le Ministre de l'Éducation pour lui faire part de leurs désaccords, obtenir la suspension de cette réforme et la reprise des discussions sur la voie professionnelle comme il vient de le faire pour la voie générale du lycée.

Ces organisations appellent les personnels à se mobiliser massivement, notamment lors de la journée nationale de grève et de manifestations du 29 janvier.

## Zone Euro

### Taux de chômage en novembre au plus haut depuis fin 2006

Le taux de chômage dans la zone euro est monté à 7,8 % en novembre, son plus haut niveau depuis presque deux ans, selon des données publiées jeudi par l'Office européen des statistiques Eurostat.

Il faut remonter à décembre 2006 pour trouver un taux de chômage supérieur : il avait alors atteint 7,9 %. Selon Eurostat, 12,180 millions de personnes étaient au chômage en novembre dans la zone euro, contre 11,978 millions en octobre et 11,758 en septembre.

Parmi les principales économies de la zone euro, le taux de chômage a surtout fortement augmenté en Espagne, à 13,4 %, contre 12,8 % en octobre.

En France, il a augmenté d'un point, à 7,9 %, tandis qu'en Allemagne il est resté stable à 7,1 %, selon les chiffres publiés par l'office statistique européen.



## Crise

### Le secrétaire général de la CSI « pessimiste » sur l'impact social à court terme



Dans un entretien publié jeudi par Libération, Guy Ryder, se déclare « pessimiste » à court terme sur l'impact de la crise sur le monde du travail. « A court terme, je suis pessimiste quant à l'impact de la crise sur le monde du travail : les pertes d'emplois s'annoncent phénoménales. Les pressions sur les conditions de travail, les libertés syndicales, les acquis sociaux, vont conduire à une crise sociale majeure », explique-t-il.

Le secrétaire général de la CSI juge « intéressant de voir Jean-Claude Trichet, le patron de la Banque centrale européenne, nous dire qu'autoriser des déficits publics est exceptionnel. Mais, dans le même temps, il campe sur sa hantise des

hausse des salaires ». Or, souligne-t-il, « la courbe de la productivité des travailleurs n'a jamais été aussi forte et la part de leur rétribution jamais aussi ridicule. Ce découplage est inédit dans l'histoire. C'est bien simple : on en est revenu au niveau des années 30 ». Jugeant que la crise résulte d'« une démission de la communauté internationale et d'un échec d'une croyance aveugle dans le capitalisme casino », M. Ryder considère qu'« il faut en finir avec l'orthodoxie d'antan » et « penser neuf, nouvelle régulation, nouvelle redistribution... »

## Restructuration chez Vedio Randstat

### La crise a bon dos

Le président du groupe néerlandais de travail temporaire Randstad/Vedior en France, François Béharel, a annoncé vendredi lors d'un Comité central d'entreprise (CCE) la suppression de 489 postes en France, sur plus de 5 000 collaborateurs et « l'arrêt d'environ 70 CDD ».

« Nous sommes un peu remontés », a déclaré à l'AFP le secrétaire CGT du CCE, Teddy Dewolf. « Nous étions convoqués aujourd'hui à une séance du CCE pour faire l'état des lieux de la situation économique de la vingtaine de sociétés du groupe, jamais il n'a été inscrit à l'ordre du jour la question d'un plan social, nous l'avons appris par le PDG aujourd'hui ». « Nous ne pouvons même pas nous prononcer sur ce plan social car nous n'avons rien qui prouve qu'on a besoin de recourir à 489 licenciements », a-t-il affirmé. « La crise a bon dos : le groupe se sert de la crise pour épurer ».



## Ministère du Travail

### Les statisticiens en lutte bloquent les données sur les heures « sup »



Le chiffre des heures supplémentaires du troisième trimestre 2008 n'est pas paru vendredi en raison d'un mouvement social des statisticiens du ministère de l'Emploi et du Travail, opposés au déménagement annoncé de leur service à Metz (Moselle). Ce chiffre produit à la demande du gouvernement depuis que les heures supplémentaires donnent droit à des allègements d'impôts et de cotisations sociales est tiré de l'enquête Acemo du ministère du Travail, « explicitement visée par le projet de délocalisation », a souligné le comité de défense de la statistique publique. Depuis décembre, un bras de fer est engagé avec le gouvernement contre le projet de délocaliser les organismes de la statistique à Metz pour compenser les fermetures de casernes dans cette région.

## Formation

### L'apprentissage attire de plus en plus, notamment dans le supérieur

L'apprentissage est une voie de formation où les effectifs continuent à progresser fortement, avec une diversification des profils dans l'enseignement supérieur et les services, selon une étude du ministère de l'Éducation nationale. Fin 2006, 408 000 jeunes préparaient un diplôme en apprentissage. En 2006, près d'un apprenti sur cinq préparait un diplôme du supérieur, alors que la diffusion de l'apprentissage dans le supérieur date du milieu des années 1990. Les effectifs d'apprentis dans le supérieur ont progressé de 12 % par an en moyenne depuis dix ans, quand les effectifs des niveaux bac, brevet professionnel, CAP et BEP n'augmentaient dans le même temps que de 1,3 % par an.



## Orientation scolaire

### Trop grande dépendance aux résultats scolaires



Le Conseil d'Orientation pour l'Emploi a organisé, du 3 novembre au 19 décembre, une consultation de la communauté éducative sur son site internet pour connaître la façon dont se passe l'orientation scolaire et professionnelle et ce qu'il faudrait améliorer. « Les collégiens et lycéens relatent (...) leurs difficultés à disposer des éléments et des contacts qu'ils recherchent », commente le COE : « les jeunes ressentent avec angoisse l'importance des choix qu'ils ont à opérer et se sentent démunis ». Pour eux, « l'orientation reste trop dépendante des résultats scolaires, elle est trop souvent subie, elle se fait par défaut, par l'échec ou au hasard des rencontres », poursuit le COE. Dans l'enseignement supérieur, les expériences décrites sont « plus souvent négatives que positives. Plusieurs évoquent leurs difficultés à trouver des informations pertinentes sur les filières et sur les débouchés », d'autres « le foisonnement

des formations ». Les professionnels de l'orientation insistent sur « le manque de maturité des jeunes ». S'agissant de l'orientation professionnelle, les témoignages montrent que le congé individuel de formation (CIF) est jugé « comme un outil très utile pour réussir une reconversion en cours de carrière ». La demande de CIF peut toutefois être perçue par l'entreprise comme « un manque de motivation ». Parmi les handicaps pour se réorienter figurent l'âge ou la demande d'expérience.

## États-Unis

### Boeing va supprimer 4 500 emplois

Le constructeur aéronautique américain Boeing a indiqué vendredi qu'il allait procéder à la suppression de 4 500 emplois dans sa branche avions commerciaux, au lendemain de l'annonce d'une division par deux de ses prises de commandes dans ce secteur.

Une partie de ces suppressions d'emplois s'effectuera à travers des licenciements « secs », a précisé le groupe dans un communiqué.



## Espagne

### Iberia porte plainte contre un syndicat de pilotes

La compagnie aérienne espagnole, Iberia, a annoncé vendredi, avoir porté plainte contre le principal syndicat de pilotes espagnols et contre 11 de ses membres qu'elle accuse des annulations de plus de 500 vols en décembre, leur réclamant un total de 13 millions d'euros de dédommagements. Iberia a annoncé cette mesure dans un communiqué alors que de nouvelles négociations entre direction et pilotes, vendredi, n'ont pas avancé et devaient reprendre lundi. Elle attribue ces perturbations, qui se poursuivent depuis début janvier, à une grève du zèle « illégale » d'une partie de ses pilotes appartenant au syndicat Sepa. Ce syndicat de pilotes ultra-majoritaire rejette vigoureusement cette accusation, affirmant que la compagnie n'a pas les effectifs suffisants pour assumer son programme d'hiver.



## Chine

### Les enseignants du sud manifestent contre les bas salaires



Plus de 1 000 enseignants du sud de la Chine ont manifesté lundi devant le siège du gouvernement local à Yangjiang, une ville de la province du Guangdong contre leurs bas salaires, insuffisants pour les sortir de la « pauvreté », a indiqué le Guangzhou Daily sur son site internet. Un intervenant sur un forum de discussion sur le populaire portail Internet Baidu a précisé qu'un instituteur débutant ne gagnait que 700 yuans (74 euros) par mois à Yangjiang et à peine 1 000 yuans (106 euros) au bout de cinq ans. La Chine a élevé récemment son seuil de pauvreté, de 785 yuans (82 euros) à 1 100 yuans (115 euros) par an.

## Soirée-débat de l'Ugict-Cgt

### Echange avec Emmanuel Todd autour de son livre « Après la démocratie »

Dans le cadre des soirées-débats ouvertes à tous qu'elle organise la veille de ses Commissions exécutives, l'Ugict-CGT invite Emmanuel Todd. Celui-ci est sociologue et démographe. Il vient de publier chez Gallimard « *Après la démocratie* ».

Au-delà des aspects de surface, Emmanuel Todd analyse la situation sociale, économique, historique actuelle de la France, de l'Europe et du monde à partir de ce qui évolue en profondeur dans le comportement des individus et des peuples : leur rapport à la démocratie, le niveau d'instruction et de connaissances, le taux de natalité et la vie familiale, l'évolution des classes sociales. D'où des clés de lecture tant sur le rapport individu/collectif que sur le rapport aux idéologies, à l'économie et à la politique.

Un échange qui devrait être des plus stimulants dans cette période de crise et de recherche de lucidité collective.

Cette soirée-débat avec Emmanuel Todd aura lieu : jeudi 15 janvier de 17h30 à 19h30 dans le Complexe CGT de Montreuil – salle 13- Noyau B.

